



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

Unité Départementale de
l'Artois
12, Avenue de Paris
Entrée Asturies
62400 BETHUNE

Béthune, le 30 juin 2023

Affaire suivie par : Fabien BAUDUIN
Tél. : 03.21.63.69.16
Fax : 03.21.01.57.26
Courriel : ud-artois.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr

Nos réf. : FB/SV EQUIPE B1 061-2023

OBJET : Suite donnée au dossier de réexamen au regard des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux industries agro-alimentaires et à un dossier de porter à connaissance.
Société HERTA à SAINT-POL-SUR-TERNOISE

N°AIOT : 000700091

REFERENCES :

- Dossier de réexamen transmis au préfet par courrier de l'exploitant en date du 03/12/2020 [1]
- Dossier de porter à connaissance transmis au préfet par courrier de l'exploitant en date du 08/12/2022 [2]

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Sommaire du rapport :

| | Annexes |
|--|--------------------------------------|
| 1. Activités et situation administrative de l'établissement | |
| 2. Cadre réglementaire du réexamen « IED » et de la révision des prescriptions applicables | 1. Projet de courrier à l'exploitant |
| 3. Instruction du dossier de réexamen | 2. Projet d'arrêté préfectoral |
| 4. Instruction du dossier de porter à connaissance | |
| 5. Instruction du rapport de base | |
| 6. Conclusions et propositions de l'inspection | |

1. ACTIVITÉS ET SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'ÉTABLISSEMENT

La société HERTA exploite sur la commune de SAINT-POL-SUR-TERNOISE une usine de production de produits de charcuterie préemballés.

Les activités de cet établissement, qui relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, sont réglementées par l'arrêté préfectoral n°2003-452 du 23 décembre 2003, modifié par arrêtés complémentaires des 11 mai 2004, 16 août 2006, 16 octobre 2007, 14 mai 2012, 23 octobre 2012, 26 juillet 2016.

Elles sont classées plus particulièrement au titre de la rubrique IED suivante :

- 3642-3 : Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus :
 - de matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production exprimée en tonnes de produits finis par jour de 266 t/j.

Les dispositions des articles R.515-58 et suivants du Code de l'environnement, issus de la transposition de Directive n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles, dite « Directive IED », sont applicables.

2. CADRE RÉGLEMENTAIRE DE L'EXAMEN « IED » ET DE LA RÉVISION DES PRESCRIPTIONS APPLICABLES

2.1. Dossier de réexamen

En application de l'article R.515-71-I du Code de l'environnement, en vue de la mise à jour des prescriptions applicables à l'établissement au regard des meilleures techniques disponibles, l'exploitant adresse au préfet un dossier de réexamen dans l'année qui suit la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD ou BREF) relatives aux activités couvertes par sa rubrique IED principale.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agro-alimentaires (BREF FDM – Food, Drink and Milk) qui concernent l'établissement au titre de sa rubrique IED principale 3642, sont parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la commission du 12 novembre 2019, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 4 décembre 2019.

Par conséquent un dossier de réexamen au regard des meilleures techniques disponibles était attendu de la part de l'exploitant auprès du préfet le 4 décembre 2020 au plus tard.

L'exploitant a transmis ce dossier au préfet par courrier visé en référence [1].

2.2. Révision des prescriptions et délai d'application

L'article R.515-70-I du Code de l'environnement dispose quant à lui, que les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations classées sous une rubrique IED d'un établissement sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles (MTD) et respectées par l'exploitant, dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les MTD relatives à la rubrique principale de l'établissement.

S'agissant des installations classées concernées par la rubrique IED principale 3642 comme l'établissement HERTA de la commune de SAINT-POL-SUR-TERNOISE, l'exploitation en conformité avec les MTD pour l'activité agro-alimentaire doit donc être effective pour le 4 décembre 2023.

L'exploitant identifie les BREF EFS (émissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac), ICS (systèmes de refroidissement industriels) et ENE (efficacité énergétique) comme BREF transverses. Il produit une analyse des dispositions mises en œuvre vis-à-vis du BREF ICS.

L'exploitant précise que les MTD associées au BREF ENE sont traitées à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 27 février 2020. Pour le BREF EFS, il considère que les stockages sur site ne sont pas visés, pour les raisons suivantes :

- les stockages de solides ne sont ni en silo ni à l'air libre ;
- les stockages de produits dangereux sur site ne sont pas soumis à minima à déclaration.

À ce jour, les conclusions sur les MTD des BREF transversaux EFS, ENE et ICS ne sont pas encore parues. Elles seront prises en compte lors du prochain réexamen.

Concernant la révision des arrêtés d'autorisation déjà applicables, l'arrêté ministériel du 27 février 2020, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et de la directive IED est venu fixer les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution (UE) 2019/2031 susvisée aux installations classées soumises à autorisation pour au moins une des rubriques suivantes de la nomenclature susvisée : 3642, 3643 ou 3710.

Aussi, sauf demande de dérogation vis-à-vis d'un niveau d'émission associé à une meilleure technique disponible (NEA-MTD) ou demande d'application d'une meilleure technique alternative, il n'y a pas lieu de proposer à Monsieur le préfet un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires. En effet, l'arrêté ministériel susvisé est applicable dans un délai de 4 ans après la parution au Journal Officiel de l'Union européenne de la décision d'exécution (UE) 2019/2031 pour les installations existantes et acte l'application des MTD pour le secteur de l'agroalimentaire.

3. INSTRUCTION DU DOSSIER DE RÉEXAMEN

Conformément à l'article R. 515-58 du Code de l'environnement, le périmètre IED correspond à l'ensemble des zones géographiques du site accueillant les installations suivantes, ainsi que leur périmètre d'influence en matière de pollution des sols et des eaux souterraines :

- les installations relevant des rubriques 3000 à 3999 de la nomenclature ICPE ;
- les installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution.

Le dossier de réexamen précise les installations relevant de la rubrique 3642-3.

Il s'agit du bâtiment principal de production sur 2 niveaux comprenant les ateliers de production ainsi que les zones de stockage de matières premières et de produits finis.

Sont également inclus dans le périmètre IED les installations connexes :

- chaudières
- groupes froids
- tours aéroréfrigérantes
- installation de prétraitement des eaux de process
- bassin de confinement

Les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le secteur de l'agroalimentaire qui sont applicables aux installations de l'établissement sont les suivantes :

| N° de la MTD | Objet de la MTD | Réf. Annexe AMPG FDM 27/02/2020* | Secteur |
|--------------|--|----------------------------------|--|
| 1 | Système de management environnemental (SME) | 5 | Tous |
| 2 | Inventaire | 6 | Tous |
| 3 | Suivi des principaux paramètres de procédé | 7.1 | Tous |
| 4 & 12 | Valeurs limites d'émissions et surveillance des rejets dans l'eau | 7.2 | Secteurs spécifiques exclus pour certains paramètres |
| 5 | (uniquement partie générique = Norme) La fréquence de surveillance est déclinée secteur par secteur. | 2 | Tous |
| 6 | Efficacité Énergétique | 8 | Tous |
| 7 | Consommation d'eau et rejet des effluents aqueux | 9 | Tous |
| 8 | Choix et utilisation des produits | 10.1 | Tous |
| 9 | Fluides frigorigènes | 10.2 | Tous |
| 10 | Utilisation efficace des ressources | 11 | Tous |

| | | | |
|---------|---|------|--------|
| 11 | Maîtrise, stockage des émissions dans l'eau | 12 | Tous |
| 13 | Bruit | 13.1 | Tous |
| 14 | Prévention des émissions sonores | 13.2 | Tous |
| 15 | Odeurs | 14 | Tous |
| 5 et 29 | Valeurs limites pour les émissions dans l'air | 22.1 | Viande |

*AMPG FDM: arrêté ministériel du 27 février 2020, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Il ressort que l'exploitant a réalisé son dossier de réexamen dans les formes prévues par le guide pour la simplification du réexamen édité par la direction générale de la prévention des risques en octobre 2019. En effet, un examen comparatif à l'ensemble des MTD applicables aux installations de l'établissement a été réalisé par l'exploitant.

Au terme de cet examen, **l'exploitant ne formule aucune demande de dérogation à un NEA-MTD et ne demande pas d'appliquer de MTD alternative.**

Le dossier de réexamen met en évidence que certaines installations ne sont pas en conformité vis-à-vis de toutes les meilleures techniques disponibles pour le secteur de l'agroalimentaire qui lui sont applicables ; l'exploitant ne fait cependant pas état d'une impossibilité de mise en conformité complète avant l'échéance réglementaire du 4 décembre 2023. Les MTD concernées sont les suivantes :

| N° de la MTD | Objet de la MTD | Descriptif de l'action à réaliser par l'exploitant |
|--|--|--|
| 4, 12 (article 7.2 de l'arrêté du 22 février 2020) | Valeurs limites d'émission et surveillance des rejets dans l'eau | Mettre en place une surveillance mensuelle du paramètre chlorures (Cl-) sur les rejets aqueux du site. |
| 29 (article 22.1 de l'arrêté du 22 février 2020) | Valeurs limites d'émission et surveillance des rejets canalisés dans l'air / enceintes de fumage | Mettre en place une surveillance annuelle du paramètre COVT sur les enceintes de fumage suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Four KSI Knackis : 1 rejet (KSI1) • Four JCON Knackis : 3 rejets (JCON Fumage 1, JCON Fumage 2, JCON Cuisson) • Four KSI Poitrine : 2 rejets (KSI Poitrine amont et KSI poitrine aval) |

Dans son avis émis au titre de l'article R.515-70 III du Code de l'Environnement, l'exploitant ne propose pas de revoir les prescriptions de son autorisation d'exploiter.

Fluides frigorigènes :

Le site HERTA est doté d'installations contenant des fluides frigorigènes, lesquelles sont concernées par la mise en œuvre de la MTD 9. Les installations recensées à ce titre en 2021 par l'exploitant figurent dans le tableau suivant.

| Nom de l'équipement / localisation | Fluide | PRP / GWP | Quantité en kg | Quantité en teq CO ₂ |
|--|--------|-----------|----------------|---------------------------------|
| Machine à glace FAB KNACKI / Fab | R404A | 3922 | 54 | 211,79 |
| Refroidisseur 1 Cdt Jambon / Roots Jambon | R407C | 1774 | 11 | 19,51 |
| Refroidisseur 2 Cdt Jambon / Roots Jambon | R407C | 1774 | 11 | 19,51 |
| Refroidisseur Multivac Knacki / Combles Knacki | R407C | 1774 | 11 | 19,51 |
| Refroidisseur micro-onde Knacki / Couloir | R410A | 2088 | 13,6 | 28,4 |
| Refroidisseur 66 67 Jambon / Roots salaison Jambon | R410A | 2088 | 6 | 12,53 |
| Refroidisseur MSP / Roots MSP | R134A | 1430 | 2,9 | 4,15 |

| Nom de l'équipement / localisation | Fluide | PRP / GWP | Quantité en kg | Quantité en teq CO ₂ |
|------------------------------------|--------|-----------|----------------|---------------------------------|
| Climatiseur Clim1 / magasin CE | R410A | 2088 | 2,9 | 6,05 |
| Refroidisseur Air n°1 | R134A | 1430 | 17 | 24,31 |
| Refroidisseur Air n°2 | R134A | 1430 | 17 | 24,31 |

Lors d'une inspection menée en novembre 2021, l'exploitant avait indiqué que les équipements suivants étaient concernés par des projets de substitution :

- machine à glace Fab Knacki : par mise en œuvre glycol/CO₂ (chiffrage effectué)
- refroidisseur Multivac Knacki : remplacement par un skid eau glycolée dans le cadre du projet KBC

L'article 10.2 de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 dispose que l'exploitant utilise des fluides frigorigènes dépourvus de potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone et présentant un **faible potentiel de réchauffement planétaire**. Les fluides frigorigènes appropriés comprennent notamment l'eau, le dioxyde de carbone ou l'ammoniac.

Au terme du règlement « F-Gas » (UE) n°517/2014, un potentiel de réchauffement planétaire supérieur à 2500 est considéré comme très élevé (considérant 10). L'article 13.3 de ce règlement dispose en effet :

« 3. A partir du 1er janvier 2020, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 pour l'entretien ou la maintenance des équipements de réfrigération, ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO₂ ou plus, est interdite.

[...]

Jusqu'au 1er janvier 2030, l'interdiction visée au premier alinéa ne s'applique pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes :

- a) les gaz à effet de serre fluorés régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 6 ;*
- b) les gaz à effet de serre fluorés recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne peuvent être utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien. »*

Dans son dossier de réexamen, l'exploitant ne fait pas mention de la présence d'installations visées par la rubrique 1185 et ne sollicite aucune demande d'aménagement visant la MTD 9, en dépit de l'utilisation de R404A dont le GWP est supérieur à 2500.

Au regard des dispositions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 et du règlement F-gas et malgré l'absence d'engagement formulée par l'exploitant, il convient d'interdire l'utilisation de R404A, au sein de la machine à glace FAB KNACKI du site, à compter du 4 décembre 2023.

Par courriel en date du 3 mars 2023, l'exploitant a confirmé le remplacement de la machine concernée avant cette échéance.

Dans un second courriel en date du 12 avril 2023, HERTA a informé l'inspection du choix du fluide R449A (GWP inférieur à 2500) en lieu et place de l'alternative CO₂/glycol proposée initialement. Cette solution répond aux exigences de la directive IED / MTD 9.

4. INSTRUCTION DU DOSSIER DE PORTER À CONNAISSANCE

Par courrier visé en référence [2], la société HERTA porte à la connaissance de Monsieur le préfet du Pas-de-Calais la mise en œuvre du projet dénommé KBC (Knacki Building Compliance), comprenant notamment la création d'une extension du bâtiment de production. Ce projet représente un investissement global de 100 M€.

Le projet implique la déconstruction des bâtiments suivants :

- Optiflux ;
 - local sciures ;
 - TGBT ;
 - stockage d'alcools,
- ainsi que le déplacement de bureaux et de l'emplacement d'entreposage des conteneurs de déchets.

L'extension, construite sur deux niveaux, se compose comme suit :

- au sous-sol, des bureaux, des aires de stockage de bobines, d'outils, maintenance, sur une surface de 1 745 m² ;
- au rez-de-chaussée, un atelier de production de knackis (lignes d'épluchage et de conditionnement) et un local technique pour les pompes à vide et les unités de renouvellement d'air, sur une surface de 3 015,50 m².
- un nouveau local TGBT ;
- un local compression d'air ;
- des installations de production de froid alimentées par 116 kg d'ammoniac, implantées dans une nouvelle salle des machines désignée n°9, accolée à la salle des machines n°8 existante.

4.1. Contexte administratif

La surface plancher de l'extension, de 4 760,5 m², est inférieure au seuil de la rubrique 39 du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement.

Aucune autre rubrique de ce tableau n'est concernée par le projet.

Le projet n'est donc pas soumis à examen au cas par cas et, a fortiori, à évaluation environnementale obligatoire.

Les modifications apportées aux installations entraînent un changement du volume autorisé sous la rubrique 4735, la masse totale d'ammoniac susceptible d'être présente au sein des installations passant de 10,961 à 11,077 tonnes. Le classement global du site est inchangé. La capacité totale de production a été réajustée, pour atteindre 310 t/j.

Le classement IOTA des installations n'évolue pas, dans la mesure où le projet n'entraîne pas la création de surfaces imperméabilisées.

4.2. Impact des modifications

• Air

Aucune installation émettrice de rejets atmosphériques canalisés n'est mise en place au sein de l'extension, et les points de rejets canalisés actuels sont conservés.

L'exploitant prévoit cependant de mettre en place une installation de traitement des rejets issus des fours KSI et JCON (les enceintes de fumage dans le secteur du traitement et de la transformation de viande sont visées par des valeurs limites d'émission de COV en application de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 susmentionné, si la charge en COVT est supérieure à 500 g/h, et concernées par une mesure annuelle).

En conclusion, il n'est pas attendu d'impact du projet en matière de rejets atmosphériques.

• Eau

Tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif, le projet KBC n'est pas susceptible d'avoir un impact sur les rejets d'eaux industrielles et domestiques actuels. Les nouvelles installations sont conçues pour faciliter les opérations de nettoyage, en adaptant les fréquences de ces nettoyages en fonction des niveaux de sécurité sanitaire et alimentaire attendus.

Les eaux pluviales issues de l'extension sont rejetées au réseau existant, sans création de nouvelle surface imperméable. Les surfaces auparavant bitumées sont transformées en surfaces de toitures.

• Déchets

Le projet n'amène pas de modification de la nature et des quantités de déchets produits, compte tenu du maintien du process et du niveau de production actuels.

L'exploitant améliore la séparation des déchets organiques ; ainsi, les boyaux et lisières actuellement incinérés sont désormais envoyés en méthanisation voire compostage (boyaux) ou recyclage (lisières).

• Bruit et trafic routier

La capacité de production étant maintenue à son niveau actuel, il n'est pas attendu d'évolution des effets liés au projet sur le trafic routier.

L'exploitant estime que le projet n'aura pas d'impact sur le contexte sonore du site, puisque les activités déplacées dans le nouveau bâtiment ne sont pas génératrices de bruit, et compte tenu du fait de la meilleure isolation acoustique de cette extension.

L'inspection estime cependant que la présence d'une nouvelle salle des machines ammoniac en façade Ouest des installations rend nécessaire de caractériser l'impact sonore des installations dans leur configuration modifiée. Cette façade est orientée vers une Zone à Émergence Réglementée.

- Intégration paysagère, enjeux floristique et faunistique

Le projet s'intègre au sein du site existant, à l'Ouest de celui-ci et l'extension créée dispose d'une hauteur similaire à celle des locaux actuels. Sans changement de la surface foncière, les contextes floristique et faunistique locaux n'apparaissent pas impactés.

- Impact sanitaire

Les modifications apportées aux installations ne sont pas de nature à accroître l'impact sanitaire global de l'usine, en l'absence d'augmentation de la production du site et de rejets supplémentaires.

- Risques technologiques

Le dossier de porter à connaissance comporte une description de l'évolution des potentiels dangereux, des phénomènes dangereux et distances d'effets associées.

Les installations mises en œuvre dans l'extension se composent pour l'essentiel de lignes de production similaires à celles présentes au sein des locaux existants, sans augmentation de la capacité de production ni changement de process. De même, le projet n'engendre aucun stockage supplémentaire.

Aussi, l'évaluation des dangers réalisée dans le cadre du présent dossier porte sur la modification des installations de production de froid à l'ammoniac (mise en place de la nouvelle salle des machines n°9 et actualisation de l'étude de dangers associée à la salle des machines n°8 en raison de la contiguïté du bâtiment KBC).

Ces installations se composent comme suit :

| <i>Salles des machines n°8</i> | |
|--|---|
| Masse d'ammoniac dans le circuit | 1000 kg |
| Nombre et puissance des compresseurs | 3 x 975 kW |
| Diamètre des lignes | Bouteille BP : DN80 Bouteille MP : DN125 |
| Débit du ventilateur d'extraction d'urgence d'ammoniac | 5000 m³/h |
| Diamètre du conduit d'extraction | 450 mm |
| Hauteur de rejet par rapport au sol | 14 m |

| <i>Salles des machines n°9</i> | |
|--|---|
| Masse d'ammoniac dans le circuit | 58 kg par chillPAC (évaporateur/condenseur) |
| Type d'échangeur | Evaporateur BP Condenseur HP Puissance absorbée 217,2 kW Puissance frigorifique 827,6 kW |
| Diamètre des lignes | DN40 et DN100 |
| Débit du ventilateur d'extraction d'urgence d'ammoniac | 1500 m³/h |
| Diamètre du conduit d'extraction | 500 mm |
| Hauteur de rejet par rapport au sol | 5 m |

Les tuyauteries d'ammoniac sont intégralement situées en salles des machines.

Les phénomènes dangereux majorants retenus au terme de l'analyse préliminaire des risques et modélisés dans l'étude de dangers sont :

- pour la salle des machines n°8, la rupture guillotine sur la tuyauterie de départ du réservoir BP ;
- pour la salle des machines n°9, la rupture guillotine sur la tuyauterie de départ de l'échangeur BP.

Pour la salle n°8, la modélisation des zones d'effets toxiques prend en compte un vent soufflant dans le sens de la longueur de l'extension (la hauteur de la cheminée de l'extraction, à 14 m, est inférieure à la hauteur de 15 m du nouveau bâtiment), ainsi qu'un vent perpendiculaire.

A l'issue des modélisations, il apparaît que les phénomènes étudiés n'engendrent pas d'effet toxique à hauteur d'homme. Les distances d'effet maximales en condition de stabilité atmosphérique 3F sont de :

- 115 m à une hauteur de 17 m pour la salle n°8 ;
- 12 m à une hauteur de 5 m pour la salle n°9.

L'exploitant a également produit une réévaluation des besoins en eau pour la DECI.

Les calculs correspondants aboutissent aux valeurs suivantes, sur le fondement d'un sprinklage couvrant l'ensemble des locaux :

- bâtiment C : 300 m³/h
- bâtiments A / B / D / E / F et extension KBC : 1020 m³/h

Le débit majorant retenu est ramené à 720 m³/h.

Après consultation du SDIS et afin de disposer du débit d'eau requis, l'exploitant a procédé à la mise en place d'une réserve incendie de 360 m³.

En conclusion des éléments développés ci-dessus, les modifications décrites ne remplissent pas les critères mentionnés à l'article R.181-46.I du Code de l'environnement et sont donc à considérer comme notables mais non substantielles.

5. INSTRUCTION DU RAPPORT DE BASE

5.1. Rappel du contexte réglementaire

La transposition du chapitre II de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED », adoptée en 2010 a été finalisée le 2 mai 2013. La directive IED est une refonte de la directive 2008/1/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, dite « IPPC », et de six autres directives sectorielles.

Les dispositions en matière de protection des sols et de remise en état sont notamment développées. La directive prévoit, dans certains cas, l'obligation de réaliser un « rapport de base » définissant l'état du sol et des eaux souterraines. Lors de la cessation d'activité, le site doit être remis :

- dans un état tel qu'il ne présente plus de risque pour la santé humaine et pour l'environnement compte tenu de l'utilisation future qui a été définie (ce qui correspond à l'approche française déjà en vigueur),
- ou dans l'état défini dans le rapport de base lorsque cet état est meilleur.

Transcrites en droit français les dispositions précitées sont notamment reprises au 3° du paragraphe I de l'article R.515-59 du Code de l'environnement, lequel définit les deux conditions qui, lorsqu'elles sont réunies, conduisent à l'obligation pour l'exploitant de soumettre un rapport de base. Ainsi, un rapport de base est dû lorsque l'activité implique :

- l'utilisation, la production ou le rejet de substances dangereuses pertinentes, et
- un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.

5.2. Contenu du dossier

- Périmètre IED

Le périmètre IED est rappelé au point 3 du présent rapport.

- Identification des substances et mélanges dangereux pertinents utilisés, produits ou rejetés au sein du périmètre IED

Les substances ou mélanges dangereux visés sont les substances ou mélanges définis à l'article 3 du règlement (CE) n°1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges (dit « règlement CLP »). Il s'agit des substances ou mélanges classés dans au moins une des classes de danger définies à l'annexe I du règlement « CLP » car elles satisfont aux critères relatifs aux dangers physiques, aux dangers pour la santé ou aux dangers pour l'environnement énoncés dans la même annexe.

L'exploitant a réalisé un inventaire des substances dangereuses utilisées dans le cadre de l'activité en précisant pour chacune d'elle :

- la localisation,
- le nom du produit,
- l'usage du produit,
- la composition du produit,

- la dangerosité vis-à-vis de réglementation CLP et l'état physique de la substance (solide, liquide, gazeux)
- la pertinence de la substance au titre du rapport de base,
- pour chaque substance pertinente, le type de stockage, la quantité stockée, les mesures de protection (rétention), le risque de contamination du milieu naturel et la justification associée.

L'étude historique et documentaire n'identifie aucune ancienne installation potentiellement polluante au droit du site.

Il est toutefois avéré qu'un dépôt enterré de 25 m³ de FOD a été exploité sur le site, par la Société de produits Alimentaires de l'Artois (SOPAA) - cf. arrêté d'autorisation du 28/09/1981 - à laquelle a succédé la société HERTA. Le guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base version 2.2 élaboré par la DGPR précise que « les substances qui ont été utilisées, produites ou rejetées lors d'activités précédentes mais qui ne le sont plus au moment de l'élaboration du rapport de base ne sont pas à prendre en compte » tout en indiquant que « la densité des investigations doit être proportionnée aux activités et aux risques de pollution des sols et des eaux souterraines de l'exploitation actuelle et pourra tenir compte des éventuelles activités passées susceptibles d'être à l'origine de la pollution par des substances dangereuses utilisées, produites ou rejetées au sein de l'installation IED. »

Après inventaire, l'exploitant indique que les seules substances dangereuses actuellement mises en œuvre sur le site sont :

- les produits de nettoyage du process ;
- les produits chimiques utilisés pour le prétraitement des eaux de process avant rejet vers la stétion d'épuration de la zone industrielle de Saint-Pol-sur-Ternoise.

L'exploitant expose les mesures de protection vis-à-vis de l'environnement appliquées sur le site (stockages aériens, sur rétention, et faiblesse des quantités stockées) et relate les éléments suivants :

- absence d'indice visuel de pollution mis en évidence lors des visites in situation ;
- absence d'incident ou d'accident répertorié lors de l'étude ;
- absence d'impact significatif des produits chimiques utilisés sur le site sur les eaux, au regard des analyses journalières réalisées en sortie de prétraitement.

- Recevabilité du rapport de base

À l'issue de l'étude, et au regard des éléments communiqués par l'exploitant, il n'apparaît pas que les installations et stockages actuellement présents sur le site présentent un risque particulier de pollution du sous-sol. En outre, la présence d'une pollution des sols générée par l'activité IED principale n'est pas suspectée au droit du site. En conclusion du dossier, l'exploitant considère que ses installations ne sont par conséquent pas soumises à rapport de base.

6. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

Au regard de l'examen du dossier de réexamen et du dossier de porter à connaissance remis par l'exploitant, nous proposons à Monsieur le préfet du Pas-de-Calais :

- de prendre acte du positionnement des installations vis-à-vis des MTD applicables et de l'absence de calendrier de mise en conformité présenté par l'exploitant.
- de rappeler à l'exploitant les références des prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 précité,
- d'informer l'exploitant que son dossier de réexamen fait foi et que son respect est susceptible d'être contrôlé par la DREAL Hauts-de-France dès à présent.

Un projet de courrier à l'attention de l'exploitant est joint à cet effet en **annexe 1**.

Nous proposons également d'édicter des prescriptions complémentaires au titre des articles R.515-60 et R.181-45 du Code de l'environnement afin d'actualiser les prescriptions de l'arrêté d'autorisation n°2003-452 du 23 décembre 2003 modifié, notamment au regard du projet KBC évoqué plus haut.

Un projet d'arrêté est figure en **annexe 2**.

| Rédacteur | Vérificateur | Approbateur |
|---|--|---------------------------------------|
|  |  | |
| L'inspecteur de l'environnement Fabien BAUDUIN | L'inspecteur de l'environnement Julien DEVROUTE | Le chef de pôle, Laurent Courapied |

ANNEXE 1 :

Projet de courrier à l'exploitant



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Société HERTA S.A.S.

Zone Industrielle

Route d'Ostreville

62130 SAINT-POL-SUR-TERNOISE

Objet : Respect des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux industries agroalimentaires.

Réf. : Votre dossier de réexamen transmis par courrier du 3 décembre 2020 et votre dossier de porter à connaissance transmis le 8 décembre 2022.

PJ : Liste des meilleures techniques disponibles (MTD) spécifiques prescrites à votre secteur d'activité.
Projet d'arrêté préfectoral.

Madame la Directrice,

En application de l'article R.515-71-I du code de l'environnement, vous m'avez transmis par courriers visés en référence votre dossier de réexamen au regard des conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) relatives au secteur de l'agroalimentaire (BREF FDM – Food, Drink & Milk) parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la commission du 12 novembre 2019, ainsi qu'un dossier de porter à connaissance relatif au projet « KBC ».

Le respect de ces MTD **vous est applicable à compter du 4 décembre 2023**, soit 4 ans après la parution des dites conclusions au Journal officiel de l'Union européenne, en vertu de l'article R.515-70-I du même code.

Suite à l'instruction de ce dossier, **je prends acte du positionnement de votre site vis-à-vis** des meilleures techniques disponibles (MTD) applicables, à savoir les conclusions pour le secteur de l'agroalimentaire précitées, pour le secteur spécifique du traitement et de la transformation de viande, et de l'absence d'impossibilité de mise en conformité dans les délais réglementaires.

Pour rappel, les délai et prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables à l'exploitation de vos installations à compter du 4 décembre 2023.

Les dispositions génériques de l'annexe à l'arrêté ministériel vous seront directement applicables à partir de cette date, ainsi que, concernant votre secteur d'activité, les dispositions dont les références sont rappelées en **annexe 1** de la présente lettre.

Par ailleurs, l'examen du dossier de porter à connaissance susvisé fait apparaître la nécessité d'actualiser les prescriptions de l'arrêté d'autorisation d'exploiter n°2003-452 du 23 décembre 2003 modifié. Un projet d'arrêté préfectoral est donc joint en **annexe 2**. Conformément aux dispositions applicables en matière de procédure contradictoire, **vous disposez d'un délai de 15 jours pour faire valoir toute observation sur ce projet.**

Votre dossier de réexamen fait foi et son respect est donc susceptible d'être contrôlé par la DREAL Hauts-de-France dès à présent, et à échéance du 4 décembre 2023, date à laquelle il deviendra réglementairement opposable. Veuillez noter que vous n'avez pas demandé de dérogation au titre de l'article R.515-68 du code de l'environnement ni d'appliquer des techniques alternatives, et que tous les niveaux d'émissions associés aux MTD (NEA-MTD) applicables à votre établissement doivent être respectés à compter de cette date repère.

Restant à votre écoute pour toute observation complémentaire, je vous prie d'agréer, Madame la Directrice, l'assurance de ma considération distinguée.

Le préfet

Annexe 1

Liste des meilleures techniques disponibles (MTD) spécifiques prescrites au secteur d'activité

| N° de la MTD | Objet de la MTD | Réf. Annexe AMPG FDM 27/02/2020* | Secteur |
|--------------|---|----------------------------------|--|
| 1 | Système de management environnemental (SME) | 5 | Tous |
| 2 | Inventaire | 6 | Tous |
| 3 | Suivi des principaux paramètres de procédé | 7.1 | Tous |
| 4 & 12 | Valeurs limites d'émissions et surveillance des rejets dans l'eau | 7.2 | Secteurs spécifiques exclus pour certains paramètres |
| 5 | (que partie générique = Norme) La fréquence de surveillance est déclinée secteur par secteur. | 2 | Tous |
| 6 | Efficacité Energétique | 8 | Tous |
| 7 | Consommation d'eau et rejet des effluents aqueux | 9 | Tous |
| 8 | Choix et utilisation des produits | 10.1 | Tous |
| 9 | Fluides frigorigènes | 10.2 | Tous |
| 10 | Utilisation efficace des ressources | 11 | Tous |
| 11 | Maîtrise, stockage des émissions dans l'eau | 12 | Tous |
| 13 | Bruit | 13.1 | Tous |
| 14 | Prévention des émissions sonores | 13.2 | Tous |
| 15 | Odeurs | 14 | Tous |
| 5 et 29 | Valeurs limites pour les émissions dans l'air | 22.1 | Viande |

**Il conviendra de se reporter directement à l'arrêté ministériel du 27 février 2020 pour prendre connaissance des éventuelles conditions d'application non retranscrites ici.*

Annexe 2

Projet d'arrêté préfectoral

ANNEXE 2 :

Projet d'arrêté préfectoral

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
Société HERTA S.A.S.
Commune de SAINT-POL-SUR-TERNOISE (62)

Le préfet,

Vu le règlement (UE) n°571/2014 du 16/04/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n°842/2006 ;

Vu la directive n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la commission du 12 novembre 2019, publiée au Journal Officiel de l'Union Européenne le 4 décembre 2019, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) dans les industries agroalimentaires et laitières, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles ;

Vu le Code de l'environnement et notamment le titre 1^{er} du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment sa rubrique 3642 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'activité des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 9 mai 2023 portant nomination de M. Christophe MARX, en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jacques BILLANT, en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2023-10-29 du 25 mai 2023 portant délégation de signature ;

VU l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2003 portant autorisation d'exploiter à la société HERTA de SAINT-POL-SUR-TERNOISE (62130) ;

Vu les arrêtés préfectoraux des 11 mai 2004, 16 août 2006, 16 octobre 2007, 14 mai 2012 et 26 juillet 2016 portant prescriptions complémentaires à la société HERTA ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le dossier de réexamen et la justification de l'absence de rapport de base déposés par l'exploitant en date du 3 décembre 2020 ;

Vu le dossier de porter à connaissance déposé par l'exploitant en date du 8 décembre 2022, relatif à l'extension des installations (projet KBC) ;

Vu le changement de tours aéroréfrigérantes déclaré par l'exploitant en date du 22 octobre 2018 ;

Vu le recensement des substances et mélanges dangereux au titre des rubriques 4000 transmis par l'exploitant en date du 7 juillet 2016 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du xxxxxxxx ;

Vu le courrier/l de l'exploitant du xxxxxxxx en réponse à la consultation du 21 avril 2023 sur le présent projet d'arrêté préfectoral ;

Considérant ce qui suit :

1. les activités de l'établissement HERTA de SAINT-POL-SUR-TERNOISE relèvent notamment de la rubrique principale 3642 ;
2. l'établissement est à ce titre soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 susvisé ;
3. l'article R.515-70-I du Code de l'environnement impose que les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations classées sous une rubrique IED d'un établissement sont réexaminées au regard des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) et respectées dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal Officiel de l'Union Européenne des décisions concernant les conclusions sur les MTD relatives à la rubrique principale de l'établissement ;
4. à la suite de l'examen des éléments du dossier de réexamen susvisé, il convient de mettre à jour les prescriptions de l'autorisation d'exploiter ;
5. l'extension des installations et le changement de tours aéroréfrigérantes susvisés constituent des modifications notables mais non substantielles ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais,

ARRÊTE

Article 1 – Portée

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent à la société HERTA S.A.S., dont le siège social est situé Immeuble Maille Nord, 16 Boulevard du Mont d'Est 4, NOISY-LE-GRAND (93160), pour son site implanté Zone Industrielle – Route d'Ostreville à SAINT-POL-SUR-TERNOISE (62130).

Article 2 – Modifications et compléments apportés aux actes antérieurs

Les dispositions du présent arrêté modifient et remplacent celles des actes administratifs antérieurs comme suit :

| <i>Références des prescriptions supprimées, remplacées, modifiées ou complétées</i> | <i>Nature des modifications et article correspondant</i> |
|---|---|
| Article 1.1 de l'arrêté préfectoral n°2003-452 du 23/12/2003 modifié par les arrêtés n°2012-286 et n°2016-170 | Remplacement du tableau des installations classées par celui figurant à l'article 7 du présent arrêté |
| Article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral n°2003-452 du 23/12/2003 modifié par les arrêtés n°2012-286 et n°2016-170 | Remplacement par l'article 8 du présent arrêté |
| Article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral n°2003-452 du 23/12/2003 modifié par les arrêtés n°2012-286 et n°2016-170 | Remplacement par l'article 9 du présent arrêté |
| Article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral n°2003-452 du 23/12/2003 modifié par les arrêtés n°2012-286 et n°2016-170 | Remplacement par l'article 10 du présent arrêté |
| Article 8.5.1 de l'arrêté préfectoral n°2012-286 modifié par l'arrêté n°2016-170 | Remplacement par l'article 12 du présent arrêté |
| Article 8.5.5 de l'arrêté préfectoral n°2012-286 modifié par l'arrêté n°2016-170 | Remplacement par l'article 13 du présent arrêté |
| Article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral n°2012-286 modifié par l'arrêté n°2016-170 | Remplacement par l'article 14 du présent arrêté |

Article 3 – Mise en œuvre des MTD

L'exploitant est tenu de respecter, à compter du 04 décembre 2023, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agro-alimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 4 - Rubrique principale et conclusions sur les MTD associées

L'établissement est visé par la section 8 du chapitre V du titre 1er du livre V du Code de l'environnement.

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3642 relative au traitement et à la transformation de matières premières végétales et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives au BREF FDM.

Article 5 - Gestion de l'établissement

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD), et en tenant compte des intérêts mentionnés au L. 511-1, notamment la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée des ressources. L'exploitant met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables au site, ou garantissant un niveau de protection de l'environnement équivalent dans les conditions fixées au II de l'article R. 515-62 du Code de l'environnement, sans préjudice des dispositions prévues dans le présent arrêté.

Le dossier de réexamen prévu par l'article R. 515-71 du Code de l'environnement liste les MTD devant être mises en œuvre.

Article 6 – Fluides frigorigènes

À compter du 4 décembre 2023, l'exploitant n'est plus autorisé à utiliser des fluides frigorigènes dont le Pouvoir de Réchauffement Planétaire (PRP) est supérieur à 2500 au sein du périmètre IED de l'installation.

Article 7 - Liste des installations classées

| Rubrique | Régime | Libellé de la rubrique (activité) | Nature de l'installation | Critère de classement | Seuil du critère | Volume autorisé | Unité |
|----------|--------|---|---|---|------------------|-----------------|-------|
| 3642.3 | A | Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, de matières premières animales et végétales | Préparation et conservation de produits alimentaires d'origine animale par découpage, cuisson, salaison, enfumage, séchage. - fabrication de jambons et épaules cuites : 53 t/j - fabrication de knackis : 88 t/j - fabrication de produits secs : 52 t/j - fabrication de croque-monsieur : 24 t/j | Capacité de production | 75 | 266 | t/j |
| 4735.1.a | A | Ammoniac | Production de froid - salle des machines n°2 : 1,7 t - salle des machines n°6 : 6,961 t - salle des machines n°7 : 1,3 t - salle des machines n°8 : 1 t - salle des machines n°9 : 0,116 t | Quantité d'ammoniac susceptible d'être présente | 1,5 | 11,077 | t |
| 2661.1.b | E | Polymères [...] (transformation de) 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression | - Lignes de moulage jambon - Lignes de conditionnement équipées de thermoformeuses pour les activités « jambons », « knackis », « produits secs », « croque-monsieur » | Quantité de matière susceptible d'être traitée | 1 | 13,2 | t/j |
| 2921.a | E | Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) | Les installations de réfrigération comportent : - salle des machines n°2 : tour BT22 de 703 kW - salle des machines n°6 : tours BT19, BT20 de 2 400 kW chacune et BT14 de 693 kW - salle des machines n°7 : | Puissance thermique évacuée maximale | 3000 | 13729 | kW |

| Rubrique | Régime | Libellé de la rubrique (activité) | Nature de l'installation | Critère de classement | Seuil du critère | Volume autorisé | Unité |
|----------|--------|--|---|---------------------------------------|------------------|-----------------|-------|
| | | | tours BT21 de 2 699 kW et BT18 de 2 823 kW - salle des machines n°8 : tours BT16 de 1 094 kW et BT17 de 917 kW | | | | |
| 1530.2 | DC | Papier, carton ou matériaux combustibles analogues (dépôts de) | Stockage de papiers et cartons, dont cellules n°2 et n°3 du magasin | Quantité stockée | 1000 | 1450 | m³ |
| 1532.3.b | D | Bois ou matériaux combustibles analogues [...] 2. Autres installations que celles définies au 1., à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 | - Stockage de biomasse dans 2 alvéoles spécifiques couvertes : 700 m³ - Stockage de palettes : 630 m³ - Stockage de sciure de bois : 50 m³ | Volume susceptible d'être stocké | 1000 | 1380 | m³ |
| 2663.2.c | D | Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères [...] (stockage de) 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques | Stockages de matières plastiques : films d'emballage (cellules 1, 2, 3 du magasin), boyaux de cellulose, etc | Volume susceptible d'être stocké | 1000 | 2290 | m³ |
| 2910.A.2 | DC | Combustion, à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2791 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 [...] A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel [...] de la biomasse [...] | - chaudière gaz n°6 : 9,1 MW - chaudière gaz n°7 : 9,1 MW - chaudière biomasse : 5,25 MW La chaufferie gaz intervient en appoint ou en secours de la chaufferie biomasse. Les chaudières sont raccordées à des cheminées distinctes. | Puissance thermique nominale | 1 | 20 | MW |
| 2925 | D | Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène | Locaux de charge de batteries | Puissance maximale de courant continu | 50 | 127 | MW |
| 4719.2 | D | Acétylène | Stockage de bouteilles | Quantité susceptible d'être présente | 250 | 900 | kg |
| 1511 | NC | Entrepôts frigorifiques | Stockage en zone froide | Volume susceptible d'être stocké | 2485 | 5000 | m³ |
| 1630 | NC | Soude ou potasse caustique (emploi ou | Emploi de détergent alcalin et stockage (sous- | Quantité totale | 15,5 | 100 | t |

| Rubrique | Régime | Libellé de la rubrique (activité) | Nature de l'installation | Critère de classement | Seuil du critère | Volume autorisé | Unité |
|----------|--------|---|--|---|------------------|-----------------|-------|
| | | stockage de lessives de), le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium | sol usine) | susceptible d'être présente | | | |
| 2560 | NC | Travail mécanique des métaux et alliages | Atelier mécanique | Puissance installée | 5 | 50 | kW |
| 4331 | NC | Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330 | Stockage d'acide acétique glacial, d'alcool isopropylique, de butanol-1 et d'éthanol 96 % (laboratoire) - Stockage d'arômes (local épicerie) - Stockage de détergent (extérieur) | Quantité totale susceptible d'être présente | 9,06 | 50 | t |
| 4441 | NC | Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3 | Stockage d'acide nitrique 65 % et d'acide perchlorique 65 % (laboratoire) - Stockage de désinfectant et produit de nettoyage (local produits chimiques) | Quantité totale susceptible d'être présente | 0,812 | 2 | t |
| 4510 | NC | Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 | Stockage de biocide (local énergie) - Stockage de désinfectant (local produits chimiques) | Quantité totale susceptible d'être présente | 9,64 | 20 | t |
| 4511 | NC | Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 | Stockage d'arômes et d'émulsions (local épicerie) - Stockage d'éther de pétrole (laboratoire) - Stockage de biocide (local énergie) | Quantité totale susceptible d'être présente | 1,282 | 20 | t |

A : Autorisation ; E : Enregistrement ; D : Déclaration ; C : soumis à contrôle périodique prévu par l'art. L.512-11 du Code de l'environnement ; NC : Non Classé.

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Article 8 – Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur l'emplacement suivant :

| Commune | Parcelles | Surface concernée |
|------------------------|---|-------------------|
| SAINT-POL-SUR-TERNOISE | 1, 2, 6, 236, 237, 240, 243 et 245 section AR 522 section AD | 56 000 m² |

Article 9 – Prévention de la pollution atmosphérique – Valeurs limites des concentrations dans les rejets

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à :

- des conditions normalisées de température (237 kelvins) et de pression (101,3 hectopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs)
- une teneur en O₂ précisée dans les tableaux ci-dessous.

• Jusqu'au 31/12/2024

| Concentrations instantanées en mg/Nm ³ | Conduit n°1 | Conduit n°2 | Conduit n°3 |
|---|-------------|-------------|-------------|
| Teneur en O ₂ de référence | 3 % | 3 % | 11 % |
| Poussières | 5 | 5 | 30 |
| Oxydes de soufre (en équivalent SO ₂) | 35 | 35 | 200 |
| Oxydes d'azote (en équivalent NO ₂) | 100 | 100 | 400 |
| Monoxyde de carbone CO | / | / | 250 |
| COVNM (en carbone total) | / | / | 50 |

• A compter du 01/01/2025

| Concentrations instantanées en mg/Nm ³ | Conduit n°1 | Conduit n°2 | Conduit n°3 |
|---|-------------|-------------|-------------|
| Teneur en O ₂ de référence | 3 % | 3 % | 11 % |
| Poussières | 5 | 5 | 60 |
| Oxydes de soufre (en équivalent SO ₂) | 35 | 35 | 200 |
| Oxydes d'azote (en équivalent NO ₂) | 100 | 100 | 400 |
| Monoxyde de carbone CO | 100 | 100 | 200 |
| COVNM (en carbone total) | / | / | 50 |

Article 10 – Prévention de la pollution atmosphérique – Valeurs limites des flux de polluants rejetés

On entend par flux de polluant la masse rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieures aux valeurs limites suivantes :

• Jusqu'au 31/12/2024

| Flux | Conduit n°1 | | Conduit n°2 | | Conduit n°3 | |
|---|-------------|-------|-------------|-------|-------------|-------|
| Paramètres | kg/h | kg/an | kg/h | kg/an | kg/h | t/an |
| Poussières | 0,06 | 14,7 | 0,06 | 14,7 | 0,357 | 2,39 |
| Oxydes de soufre (en équivalent SO ₂) | 0,39 | 102,3 | 0,39 | 102,3 | 2,38 | 15,95 |
| Oxydes d'azote (en équivalent NO ₂) | 1,11 | 291,5 | 1,11 | 291,5 | 4,76 | 31,89 |
| Monoxyde de carbone CO | / | / | / | / | 2,97 | 19,94 |
| COVNM (en carbone total) | / | / | / | / | 0,59 | 3,99 |

• A compter du 01/01/2025

| Flux | Conduit n°1 | | Conduit n°2 | | Conduit n°3 | |
|---|-------------|-------|-------------|-------|-------------|-------|
| Paramètres | kg/h | kg/an | kg/h | kg/an | kg/h | t/an |
| Poussières | 0,06 | 14,7 | 0,06 | 14,7 | 0,357 | 2,39 |
| Oxydes de soufre (en équivalent SO ₂) | 0,39 | 102,3 | 0,39 | 102,3 | 2,38 | 15,95 |

| | | | | | | |
|---|------|-------|------|-------|------|-------|
| Oxydes d'azote (en équivalent NO ₂) | 1,11 | 291,5 | 1,11 | 291,5 | 4,76 | 31,89 |
| Monoxyde de carbone CO | / | / | / | / | 2,38 | 15,95 |
| COVNM (en carbone total) | / | / | / | / | 0,59 | 3,99 |

Article 11 – Surveillance des niveaux sonores

Une mesure des niveaux de bruit et des valeurs d'émergence est effectuée dans les trois mois suivant la notification du présent arrêté, aux points repris en annexe de l'arrêté préfectoral n°2012-286 du 23 octobre 2012. Le rapport relatif à ce contrôle est transmis dès réception à l'inspection des installations classées.

Article 12 – Installations de réfrigération à l'ammoniac - composition

Les installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène sont composées de cinq unités de production de froid ayant les caractéristiques suivantes :

| Unité | Nombre de compresseurs | Puissance totale absorbée (kW) | Quantité d'ammoniac (t) |
|-------|--|--------------------------------|-------------------------|
| 2 | 4 | 272 | 1,7 |
| 6 | 8 + 3 sur le skid NH ₃ / alcali | 1465,6 + 119,2 | 6,961 |
| 7 | 5 | 1 153 | 1,3 |
| 8 | 3 | 852 | 1 |
| 9 | 2 | 2 x 217,2 | 0,116 |
| Total | 25 | 3227 | 11,077 |

Dans ces installations, la production de froid est assurée directement par un circuit d'ammoniac, et indirectement par échange entre ce circuit et un circuit d'eau glycolée.

Article 13 – Installations de réfrigération à l'ammoniac - conception

Les installations de réfrigération sont réalisées et exploitées conformément à l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 modifié relatif aux installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène et aux normes en vigueur (NF EN 378).

Elles sont conformes à la réglementation en vigueur concernant les équipements sous pression de gaz, les compresseurs frigorifiques et les canalisations d'usine.

Les installations sont efficacement protégées contre les chocs et la corrosion. À cet effet des gabarits et des barrières résistant aux chocs sont mis en place pour les tuyauteries aériennes, les installations au sol et leurs équipements sensibles (purgés, etc...).

Toutes les mesures sont prises afin d'éviter les montées en pression par mise en présence d'une source de chaleur.

L'exploitant dispose d'une étude relative aux vibrations induites par les équipements et réalise au moins tous les trois ans un contrôle de ces vibrations.

- Salles des machines

Les salles des machines sont conçues de manière à respecter les prescriptions de la norme NF EN 378-3 (version 2008).

- Capacités d'ammoniac et dispositifs limiteurs de pression

Les capacités accumulatrices (réservoirs basse pression, moyenne pression, haute pression) possèdent un indicateur de niveau de liquide permettant d'en contrôler le contenu.

Plusieurs capacités réunies par des tuyauteries peuvent être isolées les unes des autres au moyen de vannes manuelles, ouvertes en fonctionnement normal (à l'exception des vannes isolant des capacités usuellement inutilisées), facilement accessibles en toute circonstance ou par des vannes automatiques pilotées par un ou plusieurs paramètres de l'installation ou actionnées par des "coups de poing" judicieusement placés. A tout moment, la position des vannes est connue.

Chaque capacité accumulatrice est équipée en permanence de deux dispositifs limiteurs de pression au moins, reliés par un dispositif/robinet inverseur et ayant une pression de tarage au plus égale à la pression maximale de service. Ces dispositifs sont conçus de manière que la pression ne dépasse pas de façon permanente la pression maximale de service. Une surpression de courte durée est cependant admise et est limitée à 10% de la pression maximale de service.

Les dispositifs limiteurs de pression font l'objet d'un examen visuel tous les quarante mois au maximum. Une vérification approfondie est réalisée tous les cinq ans au maximum et comporte la réalisation, en accord avec le processus industriel et les fluides mis en œuvre, d'un contrôle de l'état des éléments fonctionnels des dispositifs limiteurs de pression ou d'un essai de manœuvrabilité adapté montrant qu'ils sont aptes à assurer leur fonction de sécurité ainsi que la vérification de l'absence d'obstacles susceptibles d'entraver leur fonctionnement. Le certificat de tarage des dispositifs limiteurs de pression, les comptes rendus des examens visuels et des vérifications approfondies sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle annuel.

- Tuyauteries d'ammoniac et vannes

Les tuyauteries doivent être les plus courtes possibles et de diamètre le plus réduit possible, de façon à limiter au maximum les débits d'émission d'ammoniac à l'atmosphère. Elles sont munies de systèmes permettant de faire face aux phénomènes de dilatation et de contraction.

Les tuyauteries sont conçues, fabriquées et contrôlées conformément à la réglementation en vigueur ou à défaut, aux normes existantes. Elles ne doivent être ni situées dans des réseaux d'évacuation d'effluents ni dans des conduits en liaison directe avec ces réseaux.

Les vannes et les tuyauteries sont d'accès facile et leur signalisation est conforme à la norme NF X 08-100 ou à une codification reconnue. Les vannes portent de manière indélébile l'indication du sens de leur fermeture.

Les sorties de vannes en communication directe avec l'atmosphère sont obturées (bouchons de fin de ligne,...).

Toute portion d'installation contenant de l'ammoniac liquide sous pression susceptible d'entraîner des conséquences notables pour l'environnement doit pouvoir être isolée par une ou plusieurs vannes de sectionnement manuelles situées au plus près de la paroi du réservoir associé. Ce dispositif doit être, si nécessaire, complété par une vanne de sectionnement automatique à sécurité positive qui doit notamment se fermer en cas d'arrêt d'urgence ou de détection d'ammoniac au deuxième seuil défini à l'article 8.5.8.

Un dispositif limiteur de pression doit être placé sur toute enceinte ou portion de tuyauterie qui en régime normal peut être isolée par la fermeture d'une ou plusieurs vannes sur phase liquide. Les échappements des dispositifs limiteurs de pression (soupapes, disques de rupture,...) doivent être captés sans possibilité d'obstruction accidentelle ou de limitation de débit. Si le rejet peut avoir des conséquences notables pour l'environnement et les personnes, il doit être relié à un dispositif destiné à recueillir ou à neutraliser l'ammoniac (réservoir de confinement, rampe de pulvérisation, tour de lavage,...).

L'exploitant établit un programme de contrôle pour le suivi en service de l'ensemble des tuyauteries.

Les contrôles, ainsi que le programme de contrôle, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle annuel.

- Compresseurs

L'arrêt de chaque compresseur doit pouvoir être commandé par des dispositifs appropriés judicieusement répartis dont l'un au moins est placé à l'extérieur du local abritant le compresseur.

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter un retour d'ammoniac liquide en entrée des compresseurs en fonctionnement normal ou dégradé.

- **Purges**

Les points de purge (huile,...) doivent être de diamètre minimal nécessaire aux besoins d'exploitation, être placés sur les points bas de l'installation et équipés de façon à pouvoir assurer l'évacuation des produits de purge sans risque de surpression par les autres appareils et canalisations.

Une instruction du fabricant doit indiquer la marche à suivre afin de réaliser les opérations de purge en minimisant les émissions. En aucun cas, les opérations de purge ne doivent conduire à une pollution du sol ou du milieu naturel. Les points de purge doivent être munis de deux vannes dont une à contre-poids ou équivalent et doivent disposer d'un point de captage permettant de renvoyer le liquide ou le gaz vers un dispositif de neutralisation.

- **Dispositions particulières**

Conformément aux conclusions des études de dangers en vigueur, les mesures techniques complémentaires suivantes sont appliquées de façon à ne pas dépasser en limite de propriété les seuils des effets significatifs pour l'homme en cas de dispersion accidentelle d'ammoniac :

- les quantités d'ammoniac présentes dans les condenseurs des salles 2, 6 et 7 sont limitées respectivement à 25 kg, 360 kg et 312 kg ;
- la capacité d'ammoniac haute pression de la salle 6 est supprimée ;
- les équipements sont confinés de manière à ce que les rejets accidentels aient lieu en hauteur.

En particulier :

- fermeture complète de la cour anglaise dans laquelle se trouve le ballon moyenne pression de la salle des machines 6 ;
- les tuyauteries en entrée et sortie du condenseur BT19/BT20 sont protégées par un capotage, équipé d'un système de détection en cas de fuite d'ammoniac ; la hauteur du point de rejet de l'extraction mécanique d'urgence est d'au moins 14 mètres par rapport au sol ;
- les tuyauteries implantées entre la salle 6 et le nouveau condenseur sont situées en galerie.
- la cour anglaise de la salle 6 est dotée de détecteurs d'ammoniac ; ces détecteurs doivent provoquer l'arrêt des ventilateurs de cette installation en cas de franchissement du seuil d'alarme gaz toxique. L'exploitant doit s'assurer que l'arrêt des ventilateurs permet de respecter les normes et réglementations en vigueur en termes de ventilation ;
- présence de ventelles sur l'entrée d'air de la salle des machines n°6.

Article 14 – Ressources en eau et mousse

L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements comportent a minima :

- des extincteurs en nombre et capacité adaptés aux risques, judicieusement répartis, visibles, accessibles en toutes circonstances et repérés au moyen de panneaux inaltérables ; seront répartis de manière judicieuse des extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres au minimum ou, en cas de risque électrique, à poudre de 6 kg, pour 200 m² de plancher, avec au minimum un appareil par niveau. Les extincteurs à poudre pourront être remplacés, le cas échéant, par des extincteurs à dioxyde de carbone de capacité équivalente. Les locaux présentant des risques particuliers d'incendie seront dotés d'au moins un extincteur approprié aux risques ;
- un système d'extinction automatique à eau destiné à la protection des ateliers de production, des ateliers de conditionnement, des magasins de stockage de matières combustibles, et de la station de pompage incendie ; ce système est alimenté par deux réserves d'eau fixes de 420 m³ et de 590 m³, implantées en dehors des zones de flux thermique 5 kW/m² ;
- des Robinets d'Incendie Armés (RIA) dont le nombre et l'emplacement sont fixés de manière à ce que chaque point des bâtiments puisse être couvert par deux jets de lance ;
- des moyens de Défense Extérieure Contre l'Incendie permettant d'assurer un débit d'extinction minimal de 720 m³/h pendant 2 heures soit un volume minimal de 1440 m³, dans un rayon de 150 mètres, par voies carrossables mais à plus de 30 mètres du risque à défendre et en dehors des zones d'effet thermique.

Ces besoins sont apportés :

- par 6 Poteaux Incendie Normalisés (NF S 61 213) conformes au règlement départemental de la défense Extérieure Contre l'Incendie. Ces poteaux sont alimentés par le réseau public, le cas échéant

équipé d'un surpresseur, permettant d'assurer un débit minimal de 60 m³/h et maximal de 120 m³/h sur chaque poteau, pendant 2 heures, sous une charge restante de 1 bar avec une pression dynamique maximum de 8 bar. Ce débit ne doit être diminué ni par le fonctionnement des RIA, ni par celui du réseau d'extinction automatique.

- par une réserve d'eau enterrée d'une capacité de 360 m³ accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve est signalée conformément à la norme NF S 61 221. Elle est dotée de plates-formes d'aspiration par tranche de 120 m³, dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h.

L'exploitant consulte le SDIS 62 pour avis technique et référencement de l'ensemble des ouvrages concourant à la Défense Extérieure Contre l'Incendie. Il est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de la réserve incendie.

Le réseau d'extinction est maillé et comporte des vannes de barrage signalées et en nombre suffisant pour que tout tronçon endommagé puisse être isolé. Les tuyauteries constitutives du réseau sont dimensionnées de manière à obtenir les débits et pressions nécessaires en tout point.

Article 15 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative de Lille :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs.

Article 16 – Publicité

Une copie du présent arrêté est déposée en Mairie de SAINT-POL-SUR-TERNOISE et peut y être consultée. Cet arrêté sera affiché à la Mairie de SAINT-POL-SUR-TERNOISE pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire de cette commune.

Article 17 – Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture du Pas-de-Calais, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en charge de l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à M. le Maire de SAINT-POL-SUR-TERNOISE et à la société HERTA.

